

Le gouvernement veut-il vraiment combattre la fraude et l'évasion fiscale? (11.5.12)

"Au vu des mesures qu'il prend, il est permis d'en douter !" déclare le Réseau pour la Justice Fiscale (RJF) en partageant l'inquiétude des syndicats du Service Public Fédéral Finances concernant l'avenir de leur administration et de son personnel et se déclarant solidaire des actions qui seront décidées suite à l'absence de dialogue social.

En cette période de crise liée aux déficits budgétaires, le gouvernement a inscrit dans ses objectifs la nécessité de recettes nouvelles, à atteindre par une lutte accrue contre la fraude et l'évasion fiscales. Dès lors, le citoyen/contribuable ne peut que s'inquiéter des effets d'une administration fiscale affaiblie, démotivée et dès lors incapable de lutter efficacement contre la fraude et de rendre un service de qualité à la population. Les réductions de personnel décidées précédemment par le Ministre Reynders, le rétrécissement des infrastructures locales, le flou entretenu sur les réaffectations de personnel sont autant de signaux négatifs envoyés au personnel lui-même et à la population. Au contraire, nous croyons en la nécessité d'une politique volontariste de développement et de modernisation de cet outil indispensable au financement de notre société.

Un bon fonctionnement de l'administration fiscale est essentiel à un bon fonctionnement de l'Etat et à l'exécution de ses missions (services publics, enseignement, protection sociale, investissements durables...). Afin de souligner l'importance d'une fiscalité juste, le FAN (Financieel Actie Netwerk) et le RJF célébreront la « Tax Justice Day », le 31 mai prochain. Nous féliciterons les citoyens de participer tout au long de l'année, par leur travail, au financement de l'intérêt général.

Rappelons à cette occasion que les « grosses fortunes » ne doivent, elles, travailler que l'équivalent de 4 jours dans l'année et « les entreprises » (en moyenne) l'équivalent d'un mois et demi, pour s'acquitter de leurs contributions !

Daniel PUISSANT
Secrétaire du Réseau pour la Justice Fiscale

Liste des adhérents au Réseau

A.C.R.F. (Action Catholique Rurale Féminine), Appel des 600, Alternative Citoyenne, ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières et l'Aide aux Citoyens) Wallonie-Bruxelles, C.A.D.T.M. (Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde), Caritas Catholica, CETRI (Centre Tricontinental), CGé (Changement pour l'Egalité), C.G.S.L.B. (Centrale Générale des Syndicats Libres de Belgique), C.J.C. (Conseil de la Jeunesse Catholique), C.N.C.D – 11.11.11 (Centre National de Coopération au Développement), C.N.E. (Centrale Nationale des Employés), Collectif Solidarité contre l'Exclusion, Colupa, Communautés de Base (W-B), Crédal, C.S.C. (Confédération des Syndicats Chrétiens), Entraide et Fraternité/Vivre Ensemble, Equipes Populaires, F.D.S.S. (Fédération des services sociaux), F.G.T.B. (Fédération Générale du Travail de Belgique), la F.G.T.B. wallonne, F.I.A.N. (Foodfirst Information & Action Network), Fraternité séculière Charles de Foucauld, G.R.E.S.E.A. (Groupe de Recherche et d'Etude pour une Stratégie Economique Alternative), Inter-Environnement Wallonie, JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), Justice et Paix, Kairos Europe (W-B), La Lucarne, Le Monde selon les Femmes, M.C.P. (Mouvement Chrétien pour la Paix), M.I.R. – I.R.G. (Mouvement International de Réconciliation – Internationale des Résistants à la Guerre), MOC (Mouvement Ouvrier Chrétien), Oxfam Solidarité, P.A.C. (Présence et Action Culturelles), Peuples Solidaires, Réseau Financement Alternatif, Réseau Résistances, SAW-B (Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises), Solidarité Socialiste, U.R.B. (Union des Religieuses de Belgique), U.N.S.P. (Union Nationale des Services Publics), VOLENS (Volontaires de l'Enseignement).

Links

[Réseau de Justice Fiscale](#)

